

Journal de Syrie

N° 41 du 13.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Vidéo

1-1 Marinella Correggia : Exemples de manipulations médiatiques récentes.

1-2 Djazaïri : Le Département d'État ment avec ses photos satellite de la Syrie : Pas de « déploiement » d'artillerie.

2 Les Brèves

2-1 Israël, des «préparations majeures», en cours...

2-2 L'alliance bolivarienne applaudit le veto russe et chinois.

3 Dossier

3-1 M K Bhadrakumar : Course à la guerre par procuration contre la Syrie.

3-2 Réseau Voltaire : Le CCG et la Turquie se tournent vers l'OTAN.

3-3 Syrie – ONU : la Chine et la Russie cassent la doxa occidentale.

3-4 Gilles Munier : **G**rossière manipulation sarkoziste éventée : Gilles Jacquier a été tué par l'opposition armée syrienne.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Pepe Escobar ; Les dessous de l'agenda arabe en Syrie.

4-2 Andreï Mourtaïne : Pourquoi Moscou veut-il sauver le président al-Assad.

4-3 Bahar Kimyongur : Etranges otages iraniens de l'Armée syrienne libre.

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

5-1 Silvia Cattori : Une ville plongée dans l'horreur organisée par des groupes armés et non par Damas.

5-2 Mondialisation.ca et Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

1 Vidéo

1-1 Marinella Correggia : Exemples de manipulations médiatiques récentes.

Il y a deux voix discordantes et deux sites internet avec des "nouvelles" divergentes.

C'est le Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), basé en Grande-Bretagne qui, depuis des mois, est la source quasi exclusive des médias internationaux et même de l'ONU - dans les rapports rédigés par les experts du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les deux sites en question sont :

www.syriahr.org et www.syriahr.net (ou www.syriahr.com). Le premier se définit lui-même comme le "site officiel de l'Observatoire" tout comme le second d'ailleurs qui précise être le seul et unique "site officiel".

Depuis le 17 janvier, le site www.syriahr.org a mis bien en évidence sur sa page web une lettre collective qui “désavoue” Rami Abdul Rahman, nom qui, jusque-là, avait été cité comme celui du directeur de l'Observatoire. La lettre présente également des excuses à ses lecteurs pour l'éventuelle “méprise”. Les autres membres du SOHR affirment, eux, que cette personne n'existe pas et que c'était juste une signature commune pour tous les articles rédigés par les fondateurs. Ensuite il y a un certain Osama Ali Suleiman, installateur d'antennes basé à Conventry qui a travaillé à l'Observatoire et qui signait Rami Abdul Rahman. Mais ses articles paraissaient suspects car il écrivait également au sujet de victimes parmi les forces de sécurité nationales et au sujet d'autres nouvelles “non vérifiables” et qui ne mentionnaient pas le nom des disparus.

Ensuite, au mois d'août, les autres opposants ont prié Suleiman de partir et ont démarré un nouveau site internet. Néanmoins Suleiman a poursuivi avec l'ancien site. D'ailleurs, au sujet des derniers affrontements, la BBC a cité comme source celle de Rami, alias Suleiman (et l'agence de presse italienne ANSA a repris cette information). Dans les deux cas, on attribue toujours les morts aux coups des milices de l'armée et de la police mais jamais à des bandes armées d'opposants ou à la soi-disant “Armée syrienne libre”. C'est le scénario classique : “répression de manifestants pacifiques”. Même s'ils sont armés jusqu'aux dents. C'est la même confusion caractéristique de toute la guerre en Lybie entre les civils et les milices armées. (1)

Soeur Agnès-Mariam de la Croix, mère supérieure palestinienne dans le monastère syrien de St-Jacques, diffuse de son côté des listes de victimes des bandes armées et continue à dénoncer la propagande à sens unique et la “cruauté de la désinformation des médias qui utilisent les morts à des fins de propagande”. Un cas récent qui a fait le tour du monde est l'élimination, dans le quartier Nasihine de Homs, de douze membres de la famille Bahadour parmi lesquels plusieurs enfants. Un voisin raconte aux médias ce qu'il a vu grâce à un trou qu'il avait percé dans le mur : “sept hommes en uniforme, des partisans du régime, qui sont ensuite montés dans un blindé protégés par les tireurs d'élite de l'armée”. Mais la religieuse Agnès-Mariam de la Croix a pris contact avec la famille : “Abdel Ghani Bahader était le frère de Ghazouan Bahader, chauffeur auprès du bureau du gouverneur de Homs. Il nous fait le récit suivant : “Nous sommes une famille sunnite qui travaille pour l'Etat. Nous voulons rester neutres. Mais les insurgés nous ont attaqués à plusieurs reprises à tel point que mon frère voulait déménager après qu'il a refusé d'entrer dans l'Armée syrienne libre. Mais il n'a pas eu le temps de le faire. Les bandes armées ont voulu punir de façon exemplaire quiconque parmi les Sunnites refuserait de rejoindre l'opposition”. Après c'est facile d'accuser le gouvernement. Celui-ci demande d'ailleurs aux organisations d'aller vérifier à Homs par elles-mêmes”.

En attendant, Nayf Al Danyfat, directeur de l'école supérieure de Jasim (dans la province de Daraa), a nié, sur la chaîne Al Jazeera, que l'école avait été prise d'assaut par les forces de sécurité et que deux personnes avaient perdu la vie dans l'opération. Quelques jours auparavant, la maman de la fillette de 4 mois qui, selon la version de l'opposition, était morte torturée en prison (où se trouve son père), a expliqué que sa fille était morte de maladie à l'hôpital.

Le jeune blogueur Sami A., opposant de la première heure, à Homs, a fait part à Arabi Press de sa déception devant le constat de la tournure terroriste qu'ont prise les événements. Syriastop, un groupe de jeunes syriens, tente de diffuser les informations recueillies par le Syrian Observatory on Violence, Victims and Terrorism (www.sovvt.sy) : nouvelles et photos des victimes des bandes armées, des personnes kidnappées, torturées et assassinées. Mais cet Observatoire ne trouve aucune audience auprès des médias internationaux. C'est ce que Fidel Castro appelle la “dictature des médias”.

Dernièrement les combats ont fait beaucoup de victimes dans les deux camps. A Daraa (ville d'où la révolte est partie) les combats ont laissé sur le terrain principalement des forces gouvernementales au dire de la population locale. Mais les titres suggèrent l'idée d'une répression de la part du gouvernement dirigée contre les civils sans défense.

Alors que The Times publie l'interview d'un représentant de l'opposition (considéré comme "important" et donc anonyme) qui révèle que le Qatar et l'Arabie saoudite financent l'armée libre alors que la Turquie se charge de faciliter l'entrée des armes de contrebande dans le pays.

L'agence du gouvernement SANA rapporte l'assassinat de plusieurs soldats et à Homs, celui de Amal Isa, une fonctionnaire agronome. Elle parle également de conspiration arabo-occidentale et du recrutement de mercenaires et de terroristes. D'après le journal libanais Al Diyar, ces informations ont été confirmées par un officiel irakien qui appartenait à la délégation des observateurs de la Ligue arabe. La mission a été brusquement interrompue suite aux pressions du Qatar et de l'Arabie saoudite.

Note :

(1) Addendum : Une enquête publiée sur <http://english.al-akhbar.com/conten...> révèle la raison de ces divergences. Suleiman est proche de l'opposition syrienne du NCB (National Coordination Body for Democratic Change in Syria) qui dit souhaiter une solution interne et négociable et condamne la lutte armée, alors que les autres sont proches du CNS de Gharioun. Occidentophile, appuyé par les pays du Golfe et collaborateur de la soi-disant Armée Syrienne libre, Suleiman a dénoncé les pressions par les membres pro-CNS qui l'auraient sommé de se déclarer en faveur d'une intervention armée de l'Otan e de ne pas parler des morts parmi les soldats et policiers syriens.

[Marinella Correggia](#)

3 février 2012

Source : Il Manifesto

Traduit de l'italien par Carolina Badii pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

Déstabilisation de la Syrie :

1-2 Djazaïri : Le Département d'État ment avec ses photos satellite de la Syrie : Pas de « déploiement » d'artillerie.

Un ancien militaire US traite de manière anonyme d'une des dernières manœuvres de la propagande occidentale contre le gouvernement syrien. Il analyse en effet de manière très serrée, en nous donnant tous les moyens de contrôler son raisonnement, des photos satellite publiées par l'ex ambassadeur US en Syrie sur son compte Facebook ainsi que par le Département d'État. Son verdict est sans appel et l'œuvre de propagande est efficacement démontée.

Du moins pour ceux que la recherche de la vérité intéresse.-

Djazaïri

13-02

Pour lire l'article - cliquer sur : <http://www.silviacattori.net:80/article2814.html>

2 Les Brèves

2-1 Israël, des «préparations majeures», en cours...

Le "printemps arabe" maltraite la paix avec l'Égypte, les Palestiniens refusent toujours de reconnaître l'existence d'Israël, la Jordanie est dans une situation tendue (les Bédouins ne veulent plus des Palestiniens), le Liban vit un calme précaire ...

Reste la Syrie et l'Iran. Et c'est là que nos informations obtenues, de sources «extrêmement fiables» entrent en jeu.

Selon des spécialistes et acteurs majeurs de la région, «plusieurs milliers de soldats américains sont en train d'arriver, discrètement, en Israël». Ils seraient «répartis, sur plusieurs bases, dans la région de Be'er Sheva et de Tel Aviv».

Nos sources affirment par ailleurs, que «plus de 12.000 Marines américains sont en cours de déploiement, dans le golfe Persique.

Des centaines de soldats seraient en train de sécuriser l'Arabie saoudite».

Nos sources ajoutent qu'un «poste de commandement conjoint israélo-américain est en cours de mise en place, sur la base américaine de "Patch Barracks", à Stuttgart, en Allemagne». Une base bien connue des

états-majors mondiaux, puisque c'est l'état-major des troupes américaines, en Europe. Une de nos sources ajoutera même que c'est «la première fois que des soldats israéliens sont basés en Allemagne». Autre information venue d'une troisième source, elle aussi, extrêmement, fiable : «Des dizaines d'ingénieurs français et américains sont arrivés, en Israël, ces dernières semaines». Il semble que leur mission discrète prenne place, principalement, dans la base de lancement de missiles de Palmahim. Selon nos informations, «ces ingénieurs ont été envoyés par les sociétés "Boeing", "Lockheed Martin Space Systems", "BAE Systems", "Dassault", "Caterpillar Inc.", "Thales" et "EADS"».

Source JssNew

<http://french.irib.ir/info/...>

2-2 L'alliance bolivarienne applaudit le veto russe et chinois.

La gauche latino-américaine reste décidément très attachée au principe de souveraineté nationale. Réunis à Caracas à l'occasion de leur XIe sommet, les pays de l'Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont applaudi le veto opposé par la Russie et la Chine à la résolution de l'ONU contre le gouvernement de Bachar Al-Assad.

Dans un communiqué publié dimanche 5 février, ils ont condamné les actes de violences "commis contre le peuple syrien par des groupes en armes appuyés par des puissances étrangères", ainsi que "la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation" menée par l'Occident.

Créée en 2004 à l'initiative du président vénézuélien, Hugo Chavez, l'ALBA réunit outre le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et trois petites îles des Caraïbes. Sur une proposition du président équatorien, Rafael Correa, les chefs d'Etat ont par ailleurs menacé de ne pas assister au prochain Sommet des Amériques, si le gouvernement de Raul Castro n'y était pas invité.

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article02/EFklVyuFupQCxXuUGi.shtml>

3 Dossier

3-1 M K Bhadrakumar : Course à la guerre par procuration contre la Syrie.

Si une date fixée doit marquer la fin de "*l'ère post-soviétique*" dans la politique mondiale, elle pourrait tomber le 4 février 2012. Le double veto de la Russie et de la Chine à la résolution de la Ligue arabe sur la Syrie au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies constitue un événement décisif.

Curieusement, le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a choisi ce même jour pour lancer un camouflet à la Russie, déclarant que l'Alliance aurait les premiers éléments du système US de défense antimissile (ABM) en cours d'exécution en Europe d'ici le sommet de l'Alliance de mai à Chicago, quelles que soient les objections de Moscou.

Le premier double droit de veto russe et chinois sur la question syrienne au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies en octobre dernier avait été un mouvement coordonné qui a cherché à saborder une résolution qui pourrait prise comme prétexte par l'Alliance Occidentale pour monter une opération militaire en Syrie. Mais cette répétition du double veto contre une motion pressant le président syrien Bachar al-Assad d'abandonner le pouvoir a une signification beaucoup plus grande.

Préparatifs de la guerre par procuration

La situation syrienne a évolué depuis Octobre et a surgi en tant que lutte géopolitique sur l'avenir du régime iranien, le contrôle du pétrole du Moyen-Orient et la perpétuation de l'influence prépondérante de l'Occident dans cette région. La Russie et la Chine sentent qu'ils pourraient être expulsés du Moyen-Orient.

Avec le double veto, la seule option disponible pour les USA et leurs alliés est de bafouer à la fois le droit international et la Charte des Nations Unies, et de renverser le régime de Damas. En effet, l'option existe d'en revenir à la méthode de l'intervention secrète, mais c'est une possibilité éloignée. Selon ce que dit l'ancien agent de la CIA Philippe Giraldi dans le dernier numéro du magazine The American Conservative:

Des avions banalisés de l'OTAN sont en train d'arriver sur des bases militaires turques à proximité de Iskenderum, à la frontière syrienne, livrant des armes prises des arsenaux de feu Mouammar Kadhafi, ainsi que des volontaires du Conseil national de transition Libyen qui ont l'expérience d'entraîner les volontaires locaux contre des soldats formés, une compétence qu'ils ont acquis face à l'armée de Kadhafi. Iskenderum est également le siège de l'"armée syrienne libre", l'aile armée du Conseil national

syrien. Des formateurs des forces spéciales françaises et britanniques se trouvent sur le terrain, assistant les rebelles syriens tandis que la CIA [Central Intelligence Agency] et les "Spec Ops", les unités spéciales US fournissent des équipements de communication et d'espionnage pour aider la cause des rebelles, permettant aux combattants d'éviter les concentrations de soldats syriens.

Giraldi ajoute que les analystes de la CIA sont eux-mêmes "sceptique quant à l'approche de la guerre", comme ils savent que le décompte de civils tués des Nations Unies, fréquemment cité, est largement basé sur des sources rebelles et non corroborées. La CIA a "refusé de soutenir" les affirmations de défections massives de l'armée syrienne. De même, les rapports de batailles rangées entre des déserteurs et des soldats fidèles "semblent être une fabrication, seules quelques défections sont confirmées de façon indépendante".

Si Washington connaît les réalités du terrain en Syrie, Moscou et Pékin les connaissent aussi. Ainsi, un test de volonté est en train de se développer sur la Syrie. Les USA et ses alliés, et la Turquie peuvent augmenter l'intensité des opérations déclarées. Mais la Russie peut également faire augmenter le "coût" politique et militaire de la guerre secrète. Le Ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré ce week-end que Moscou "fera tout son possible pour éviter une interférence lourde en Syrie", même si elle "ne peut pas empêcher une intervention militaire dans les affaires syriennes si cette décision est prise par un pays quelconque."

D'autre part, l'Occident n'accepte pas la Russie comme arbitre en Syrie et se cabre contre les frustrantes tentatives répétées de Moscou pour amener les factions syriennes et le gouvernement au dialogue politique. Moscou sent que la position politique du président Bachar Al-Assad est en train de s'affaiblir, tandis que l'Occident calcule que la position russe devient de plus en plus intenable.

L'Occident a choisi d'ignorer la position de la Chine. De toute évidence, l'Occident est dédaigneux sur les prétentions du dragon chinois dans le Moyen-Orient, alors qu'il prend l'ours russe au sérieux, compte tenu de sa vaste expérience historique dans les affaires de cette région. Donc, le barrage de la propagande de l'Occident épingle la Russie comme un obstacle aux réformes démocratiques et au changement au Moyen-Orient. L'ambassadeur US à l'ONU Susan Rice, a choisi ses mots avec soin en déclarant haut et fort qu'elle se sentait «dégoûtée» du veto de la Russie.

La Russie est déterminée à ne pas se laisser entraîner dans des guerres par procuration, qui sont une ponction sur ses ressources, tandis que l'Occident est à l'aise puisque le riche émir du Qatar est prêt à financer les opérations. Encore une fois, abandonner un allié traditionnel "dans la chaleur de la nuit" pourrait sérieusement ternir l'image de la Russie dans le Moyen-Orient à un moment historique où une nouvelle lutte géopolitique est en train de commencer, qui pourrait avoir à long terme un impact mondial. [...]

Lavrov et le chef du renseignement russe Mikhaïl Fradkov doivent se rendre à Damas ce mardi. Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué publié dimanche que "la Russie, en consultation avec d'autres pays, est fermement engagée à rechercher la stabilisation la plus rapide de la situation en Syrie, sur la voie de l'implémentation la plus rapide de transformations démocratiques". La déclaration s'est félicité de la prorogation par la Ligue arabe de la mission des observateurs en Syrie, "qui a prouvé son efficacité en tant que facteur de descente de la violence." Le sentiment d'urgence est palpable, mais l'Occident est certain de bloquer la mission de Lavrov.

Cependant l'Occident est également incertain sur le point de 'dépasser la ligne rouge', puisque son proxy, Burhan Ghalioun du soi-disant "Conseil National syrien" (un exilé syrien et universitaire à la Sorbonne) est toujours aussi peu accepté en Syrie même. Même son retour à Damas serait problématique. Et tout cela alors que la guerre civile se propage à l'intérieur de la Syrie. Ainsi, la situation est rapidement en train de prendre l'allure d'une guerre par procuration de l'époque de la guerre froide.

La toile de fond est également lourde de parallèles troublants. La Chine a été mise sous pression des USA avec leur déclaration de "virage stratégique" vers l'Asie

"Les inquiétudes de la Russie et de la Chine"

Suite à la mise en place d'une base militaire américaine en Australie, Washington est actuellement en pourparlers avec Manille pour accroître la présence militaire étatsunienne en Asie du Sud. Manille est de nouveau disposée à accueillir des navires et des avions de surveillance étatsuniens, à tenir des exercices militaires conjoints et à demander le soutien US, deux décennies après que les forces américaines aient été expulsées de la baie de Subic, leur plus grande base dans le Pacifique.

Lors de la conférence annuelle sur la sécurité à Munich ce week-end, Pékin a notifié son mécontentement. Le Vice Ministre des Affaires étrangères Zhang Zhijun a mis en garde *"les pays hors d'Asie"* de renoncer à des tentatives de *"mettre délibérément en avant un agenda sécuritaire et militaire, de créer des tensions ou de renforcer leur présence ou leur alliances militaires"* dans la région, ou *"d'imposer leur volonté en Asie"*. Il a affirmé que *"la voie asiatique doit être respectée"* et mis en garde contre *"toute tentative de tordre le droit international."* Zhang a souligné que la montée de l'Asie *"signale une évolution vers un meilleur équilibre dans la structure du pouvoir international."* De manière significative, le Global Times de Pékin a également récemment souligné que la projection par les USA de moyens militaires belligérents ne laisse d'autre choix à Pékin et à Moscou que de réagir. Il a déclaré:

Jusqu'à présent, Moscou et Pékin se sont relativement retenus, alors que l'OTAN cherche à étendre sa présence stratégique en Europe orientale et que les États-Unis renforcent leurs alliances militaires en Asie. Mais ils ne pourront pas reculer indéfiniment. Pour Pékin aussi bien que pour Moscou, les liens avec les États-Unis ont été tendus [stressful?]. Ni l'un ni l'autre ne veut déclencher des doutes dans leurs relations échaudées [?]. Mais dans les deux pays, un nombre croissant de personnes plaident à présent pour une alliance entre Moscou et Pékin. Les deux pays ont des contre-mesures contre les États-Unis, et ils sont capables de dissuader les alliés des USA. Si ils sont vraiment déterminés à joindre leurs mains, l'équilibre des pouvoirs sur beaucoup d'enjeux mondiaux commencera à évoluer.

De même, les liens de Moscou avec l'Occident se sont détériorés. Les pourparlers américano-russes sur le bouclier anti-missiles sont dans l'impasse. Washington rejette le plaidoyer de Moscou pour une garantie juridiquement contraignante que le déploiement du bouclier US en Europe n'aura pas d'impact sur la dissuasion stratégique de la Russie.

Dmitri Rogozine, le vice-Premier ministre russe, a déclaré à Moscou récemment que les États-Unis et ses alliés de l'OTAN ont à l'heure actuelle 1.000 missiles capables d'intercepter les missiles balistiques intercontinentaux russes, couvrant toute la Russie européenne, jusqu'aux montagnes de l'Oural. Il a déclaré:

Il n'existe aucune garantie qu'après que les première, deuxième et troisième phases [du projet US de bouclier anti-missiles] soient terminées, il y aura pas de quatrième, cinquième et sixième phases. Pensez-vous vraiment qu'ils vont mettre fin à toutes leurs technologies après 2020? C'est absurde! Ils iront de l'avant avec le développement et le renforcement de paramètres techniques de leurs missiles intercepteurs et des capacités de leurs systèmes d'avertissement [de défense antimissile] Le fait que le système de défense antimissile peut frapper les missiles stratégiques, et le fait que ces bases et ces flottes soient déployées dans les mers du Nord démontre l'évidente nature anti-russe de la défense antimissile US.

Clairement, le double veto russe et chinois sur la résolution syrienne représente une action coordonnée pour défier les USA dans leur marche triomphaliste de la Libye vers la Syrie et l'Iran. Lavrov a parlé à son homologue chinois Yang Jiechen juste avant le vote au Conseil de sécurité. Alors qu'il posait son veto, l'ambassadeur chinois à l'ONU Li Baodong a déclaré que *"la Chine soutient les propositions révisées soulevées par la Russie."*

L'agence de nouvelles Xinhua a commenté que le double veto *"visait à poursuivre la recherche d'un règlement pacifique"* en Syrie et à *"prévenir d'éventuelles solutions radicales et risquées"*. L'article expliquait de façon insistante les *"préoccupations de la Russie et de la Chine"* sur la Syrie. Les commentaires chinois soulignent que *"la mondialisation a consacré une nouvelle logique dans les relations internationales"* et que la Syrie est un théâtre-clé à l'agenda de l'Occident pour faire du Moyen-Orient leur sphère d'influence.

M K Bhadrakumar

Asian Times,

7/02/12

Ambassador M K Bhadrakumar was a career diplomat in the Indian Foreign Service. His assignments included the Soviet Union, South Korea, Sri Lanka, Germany, Afghanistan, Pakistan, Uzbekistan, Kuwait and Turkey.

<http://www.atimes.com/atimes/china/nb07ad01.html>

traduction très sûrement perfectible; cf l'original en anglais]

3-2 Réseau Voltaire : Le CCG et la Turquie se tournent vers l'OTAN.

(Revue de presse Syrie)

La visite du secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe à l'Otan ne semble pas très relayée par la presse, mais est bien annoncé sur le site même de l'Otan (http://www.nato.int/cps/en/SID-B9AE806D-87A2D0DF/natolive/news_83825.htm?mode=pressrelease)

Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi soir à la demande de la Ligue arabe pour tirer les conclusions du rapport des observateurs. Cependant, le texte du rapport n'ayant pas été distribué par la Ligue, la séance s'est focalisée sur une proposition de résolution présentée par le Maroc bien qu'écrite par les Européens. Elle a été rejetée par la Russie.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis à Istanbul avec leur homologue turc pour étudier une possible reconnaissance diplomatique du Conseil national syrien suivi d'une intervention militaire arabo-turque. Dimanche soir, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, Abdul Latif Al-Zayani, est arrivé à Bruxelles pour rencontre son homologue de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen.

L'armée syrienne a poursuivi ses opérations pour libérer les villes encore aux mains de la Légion wahhabite.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a décidé de son propre chef de geler la mission des observateurs (qui vient d'être reconduite pour un mois par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue avec l'accord de la Syrie). Nabil Al-Arabi a en effet considéré que ses observateurs étaient en danger après que le chef spirituel des salafistes syriens, cheikh Adnan Al-Arour ait déclaré sur les ondes d'Al-Arabiya qu'il était licite d'assassiner les observateurs arabes.

La presse occidentale et du Golfe fait l'impasse complète sur la non-présentation du rapport des observateurs de la Ligue arabe au Conseil de sécurité, sur les préparatifs de guerre arabo-turcs, et sur l'appel au meurtre du cheikh Adnan Al-Arour. Elle présente la position russe au Conseil de sécurité comme une posture anti-américaine de Vladimir Poutine en campagne électorale. Elle présente le gel de la mission des observateurs comme une mesure de protection non vis-à-vis des salafistes, mais des troupes loyalistes. Surtout, elle concentre son attention sur le massacre survenu à Homs jeudi dernier et qu'elle n'avait pas couvert alors. Se fiant à un témoignage loufoque, elle attribue ce massacre aux forces loyalistes alors qu'il est intervenu dans un quartier contrôlé par les rebelles. Il s'agit avant tout, pour les services de communication occidentaux, de présenter le conflit comme une lutte entre un Etat et des enfants. Pour renforcer cette image, certains articles sont illustrés par des photos d'enfants protestataires avec des armes à la main.

Le photjournaliste Mani rapporte dans Le Monde le témoignage d'un habitant d'Homs. Il déclare avoir compris qu'un massacre était en cours rue Al-Ansar et avoir « *décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir, à travers des ouvertures pratiquées dans les murs, le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes* » (sic).

- La correspondante au Caire du Monde, Claire Talon, présente la capitale égyptienne comme le nouveau sanctuaire des opposants syriens. Elle cite quatre personnalités : Mahmoud Hamad (qui avait déclaré sur Al-Jazeera avoir vu, de ses yeux vu, l'aviation syrienne bombarder Damas), l'actrice Louise Abdelkrim (qui décrit ses nuits sans sommeil à Damas peuplés des hurlements des hauts parleurs scandant le prénom du président), Imad Ghalioun (le cousin du président du CNS), et Helen Al-Dayem (qui évalue à 50 000 le nombre de Syriens récemment tués par le régime).

[...]

January 30

suite sur <http://www.voltairenet.org/Le-CCG-et-la-Turquie-se-tournent> et http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/20120129_Revue_de_presse_38.pdf

3-3 Syrie – ONU : la Chine et la Russie cassent la doxa occidentale.

Lors du dernier Conseil de sécurité de l'ONU, certains pays ont copieusement trahi la Syrie, pour des intérêts inavoués. Mais, pas seulement. Ils ont, encore une fois, comme lors de l'agression libyenne par une coalition de prédateurs, trahi l'idéal onusien, qui ne s'appuie pas, contrairement aux idées reçues ou

véhiculées ici et là, sur le bruit et la fureur. Mais, face aux diplomates, aux politiques et aux journalistes faussaires, il est important de rétablir d'une part, la fonction de l'ONU, et d'autre part, prouver que la Russie et la Chine ont cassé la doxa occidentale ou la falsification, et terminer par le vote moutonnier des trois pays africains faisant parties du Conseil de sécurité, le Maroc, l'Afrique du sud et le Togo. Dis papa c'est quoi l'ONU ?

L'Organisation des nations unies (ONU), est née en 1945, après la Seconde Guerre mondiale pour remplacer la Société des Nations, afin d'arrêter les guerres entre pays et de fournir une plate-forme de dialogue. Ses objectifs sont de faciliter la coopération dans les domaines du droit international, de la sécurité internationale, du développement économique, du progrès social, des droits de l'homme et la réalisation à terme de la paix mondiale. Vouloir donc intervenir dans un conflit interne n'est pas dans ses attributions, qui plus est, en prenant parti pour l'un des protagonistes. C'est faire preuve de faux et usage de faux. "Sous mandat de l'ONU" est devenue la phrase bateau pour mener des guerres de prédatons. Or, quand certains pays mettent sur la table du Conseil de sécurité des résolutions qui sont en filigrane des déclarations de guerre, ce sont simplement des violations honteuses du droit international. Tout d'abord, en excluant de facto une partie tout en prétextant vouloir régler un conflit, c'est une falsification. Les pays occidentaux n'ont fait que ça depuis 65 ans. Et pourtant, l'article 26 de la Charte onusienne explique les attributions exactes et les modalités d'action du Conseil sont précisées dans le chapitre V, dans les chapitres VI (Règlement pacifique des différends) et VII (Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression), et dans certains articles du chapitre VIII (Accords régionaux). Il n'est dit nulle part qu'il faut condamner un régime ou agresser un pays et par conséquent, l'indignation que provoque le double veto russo-chinois est nulle et non avenue.

Le double-veto qui rend fou les prédateurs.

L'habitude est une seconde nature et l'indécence et l'hystérie s'installent. L'Occident s'est quelque peu cru le "roi du monde" pour qui, chaque caprice doit être satisfait. La Russie et la Chine viennent magistralement de casser cette doxa. Au 6 février 2012, le veto a été utilisé 258 fois avec, par ordre d'importance : 123 fois par l'Union soviétique/Russie, 81 fois par les États-Unis, 32 fois par le Royaume-Uni, 18 fois par la France et 6 fois par la Chine (dont 1 fois par Taiwan lorsqu'il avait un siège au Conseil de sécurité). Combien de pays s'indignent lorsque les États-Unis mettent leur veto uniquement quand il s'agit de résolutions contre Israël ?

A partir du moment où le fonctionnement du Conseil de sécurité le permet, les cris d'orfraie et l'hypocrisie des petites phrases telles celle-ci : "La Russie et la Chine ont abandonné le peuple syrien", ne sont qu'un chantage abscons et ridicule, et surtout un mensonge abyssal. Le peuple syrien ? Quid des supporters de Bashar al-Assad ? L'Occident est prêt à toutes les compromissions, même avec des terroristes. Peut importe donc le flacon, pourvu qu'ils aient l'ivresse. Les spécialistes du choc des civilisations qui font croire au monde entier que le président syrien crée ou transforme une révolution populaire en guerre confessionnelle font fi d'oublier que la chute de ce régime entraînera indubitablement ce pays laïc vers un islamisme radical en supprimant le christianisme sur place...

Ces pays africains qui ont honteusement trahi la Syrie à l'ONU.

C'est d'autant plus choquant car, quand on dénombre les 15 pays qui siègent à ce Conseil, il y a trois pays africains. Alors comment peut-on se laisser ainsi berner une deuxième fois après le cas libyen ? On se souvient de la sortie du président sud-africain Jacob Zuma, qui pestait d'avoir été trompé par la France, les États-Unis et l'Angleterre qui avait rendu élastique les résolutions 1971 et 1973. La dernière concernant la soi-disant révolte libyenne de 2011, et permettant des frappes aériennes en Libye pour protéger la population civile des forces de Mouammar Kadhafi sur demande de la France.

Un faux grossier.

Les leçons du passé ne servent visiblement pas les Africains. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui refuse de voir dit le dicton. En effet, comment le Togo, l'Afrique du sud et le Maroc ont-ils pu voter en faveur des sanctions contre la Syrie ? C'est à perdre son latin, après ce qu'il y a eu en Libye. Kodjo Menan du Togo, Mohammed Loulichki du Maroc et Baso Sangqu de l'Afrique du sud ont donc voté contre la Syrie. C'est aussi surprenant que cette demande idiote du premier ministre tunisien Hamadi Jebali qui, par mimétisme sans doute pour plaire aux Occidentaux, veut que les ambassadeurs syriens

soient expulsés des pays arabes.

<http://allainjules.com/>

3-4 Gilles Munier : Grossière manipulation sarkoziste éventée : Gilles Jacquier a été tué par l'opposition armée syrienne.

Un article de Georges Malbrunot, paru dans *Le Figaro* du 20 janvier*, à mis un terme à l'instrumentalisation nauséabonde de la mort de Gilles Jacquier, grand reporter de *France 2*, tué à Homs par un obus de mortier.

Dès l'annonce de son décès, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et quelques journalistes aux ordres ont accusé - sans preuves à l'appui - le « régime de Bachar al-Assad » d'être le commanditaire de cet « acte odieux » : « les responsables syriens étaient seuls à savoir qu'un groupe de journalistes occidentaux visitait Homs ce jour-là, et dans quel quartier il se trouvait », disait-t-on à l'Élysée qui sommait les autorités syriennes de faire « toute la lumière sur la mort d'un homme qui ne faisait que son métier : informer ». Aujourd'hui, l'acte est toujours aussi odieux, mais il s'avère que le journaliste a été tué par l'Armée syrienne libre qui voulait « donner une leçon aux miliciens pro-Assad ». L'information était connue dès le lendemain de l'attaque. Le responsable de l'organisation des droits de l'Homme à Homs, à l'origine de la nouvelle, est prêt à témoigner devant une commission d'enquête.

Fermer le bureau de l'ASL à Paris

Le représentant de l'*Armée syrienne libre* (ASL) à Paris a déclaré que son organisation ne dispose pas de mortiers. Il ment effrontément. On sait maintenant qui a manipulé l'opinion publique, et ce n'est pas Bachar al-Assad... Y aura-t-il un candidat à l'élection présidentielle ou un parlementaire pour interpellier Nicolas Sarkozy sur la présence d'un bureau de l'ASL sur le sol français, exiger sa fermeture et l'ouverture d'une enquête sur ses activités ? Les officiers de la DGSE qui - selon *Le Canard Enchaîné* du 23 novembre dernier - forment en Turquie et au nord du Liban des déserteurs syriens à la guérilla urbaine, seront-ils rappelés ? Il faut absolument mettre un terme aux tentatives de déstabilisation de la Syrie par la France.

* Jacquier aurait été victime d'une bavure des insurgés, par Georges Malbrunot

Samedi 21 janvier 2012 - Gilles Munier

<http://www.lefigaro.fr/international/2012/01/20/01003-20120120ARTFIG00667-jacquier-aurait-ete-victime-d-une-bavure-des-insurges.php>

<http://france-irak-actualite.over-blog.org/article-grossiere-manipulation-sarkoziste-eventee-gilles-jacquier-a-ete-tue-par-l-opposition-armee-syrienn-97606456.html>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Pepe Escobar ; Les dessous de l'agenda arabe en Syrie.

Les machinations “démocratiques” de la Ligue arabe ont essuyé un dérapage incontrôlé. Lorsque nous parlons de la Ligue arabe, il serait plus opportun de parler de la Ligue du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) tant le véritable pouvoir dans cette organisation panarabe est exercé par deux des six monarchies du Golfe persique qui composent le CCG, aussi connu sous le nom du Club de la Contre-révolution du Golfe. Ces deux pays sont le Qatar et la Maison des Saoud.

Au départ, le CCG a créé un groupe d'observateurs de la Ligue arabe pour voir ce qu'il se passait en Syrie. Le Conseil National Syrien – basé en France et en Turquie, deux pays membres de l'Otan – a soutenu l'initiative avec enthousiasme. Il se dit que le Liban, voisin de la Syrie, ne l'a pas fait.

Quand les observateurs, qui étaient plus de 160, ont remis leur rapport après un mois d'enquête...

surprise ! Le rapport ne suivait pas la ligne officielle du CCG selon laquelle le gouvernement du « diabolique » Bachar el-Assad tue sans distinction et unilatéralement son propre peuple si bien qu'un changement de régime est nécessaire.

Le comité ministériel de la Ligue arabe a approuvé le rapport, avec quatre votes pour (Algérie, Egypte, Soudan et le membre du CCG Oman) et seulement un vote contre ; devinez qui ? le Qatar, qui préside actuellement la Ligue arabe depuis que l'émirat a acheté son tour à l'Autorité palestinienne dans le système de présidence tournante.

Le rapport a donc été soit ignoré par les médias mainstream d'Occident soit carrément détruit sans pitié par les médias arabes, ces derniers étant presque exclusivement financés soit par les Saoud, soit par le Qatar. Le rapport n'a même pas été discuté. En effet, le CCG a bloqué sa traduction de l'arabe vers l'anglais ainsi que sa publication sur le site internet de la Ligue arabe.

Puis il y a eu la fuite. Voici le rapport (français ou anglais). Il est catégorique. Il n'y a pas eu de répression meurtrière et organisée du gouvernement syrien contre des manifestants pacifiques. Au lieu de cela, le rapport pointe d'obscurs gangs armés responsables de la mort de centaines de civils syriens et de milliers de soldats de l'armée syrienne. Ces gangs utilisent des techniques redoutables comme le bombardement de bus civils, le bombardement de trains transportant du gasoil, le bombardement de bus de la police et le bombardement de ponts et pipelines.

Une fois encore, la version officielle de l'Otan-CCG sur la Syrie est qu'un soulèvement populaire est réprimé par les balles et les tanks. Mais la Russie et la Chine, membre des BRICS, ainsi qu'un large éventail des pays en voie de développement, pensent que le gouvernement syrien combat des mercenaires étrangers lourdement armés. Le rapport confirme largement ces suspicions.

Le Conseil National Syrien (CNS) est en fait essentiellement composé de Frères musulmans soutenus à la fois par la Maison des Saoud et le Qatar – avec un embarrassant soutien d'Israël qui œuvre discrètement en second-plan. La légitimité n'est pas vraiment sa tasse de thé vert. Comme pour l'Armée syrienne libre, le CNS a ses déserteurs et ses opposants bien intentionnés au régime d'Assad. Mais il est surtout infesté de mercenaires étrangers armés par le CCG, particulièrement des gangs salafistes.

Jusqu'à maintenant, l'Otan-CCG n'a pas pu appliquer en Syrie son modèle à taille unique de promotion de la démocratie : bombarder un pays et se débarrasser du méchant dictateur. Mais ils ne se découragent pas. A la tête du CCG, la maison des Saoud et le Qatar ont rejeté leur propre rapport sans ménagements pour entrer directement dans le vif du sujet : imposer un changement de régime made in Otan-CCG à travers le Conseil de sécurité des Nations unies.

Si bien que l'actuelle « campagne arabe pour assurer une fin pacifique à dix mois de répression » en Syrie auprès de l'ONU n'est rien d'autre qu'une grossière campagne pour un changement de régime. Les suspects habituels de Washington, Londres et Paris ont été contraints de se mettre en quatre pour assurer à la véritable communauté internationale qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau mandat à la libyenne qui permettrait à l'Otan de bombarder. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton l'a décrit comme « une chemin vers une transition politique qui préserverait l'unité et les institutions syriennes ».

Mais la Russie et la Chine, membres des BRICS, voient ce projet pour ce que c'est. Un autre membre des BRICS, l'Inde, rejointe par le Pakistan et l'Afrique du Sud, a également levé de sérieuses objections au projet de résolution des Nations unies dessiné par l'Otan-CCG.

Il n'y aura pas une autre no-fly-zone comme en Libye ; après tout, le régime d'Assad ne déploie pas de Migs contre les civils. Une résolution de l'ONU pour un changement de régime sera bloquée – à nouveau – par la Russie et la Chine. La confusion règne même au sein de l'Otan-CCG. Washington, Ankara, ou le duo formé par la Maison des Saoud et Doha... Chacun des acteurs-clé de cette alliance a son propre agenda géopolitique sur le long-terme. Et ne parlons même pas de l'Irak, voisin crucial de la Syrie et principal partenaire économique. Bagdad a officiellement déclaré s'opposer à n'importe quel plan de changement de régime.

Voici donc une petite suggestion à l'égard de la Maison des Saoud et du Qatar. Puisque vous semblez tellement séduits par la perspective démocratique en Syrie, pourquoi ne pas utiliser tout votre armement US, envahir ce pays au beau milieu de la nuit – comme vous l'avez fait au Bahreïn – pour finalement procéder au changement de régime par vous-mêmes ?

8 février 2012

Pepe Escobar

Source originale : Asian Times

Traduit de l'anglais par Investig'Action

Source : michelcollon.info

<http://www.michelcollon.info/Les-dessous-de-l-agenda-arabe-en.html>

http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/NB04Ak01.html

Le 7 février, Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, et Mikhaïl Fradkov, chef des Services des renseignements extérieurs de Russie, ont effectué une courte visite à Damas. Selon la déclaration officielle du ministère russe des Affaires étrangères, le but de ce voyage était de parvenir à stabiliser la Syrie grâce aux réformes démocratiques. Les émissaires russes ont transmis un message personnel du président russe Dmitri Medvedev à son homologue syrien Bachar al-Assad. Le contenu du message reste confidentiel.

Une mission délicate

Le cortège des invités russes a été accueilli à Damas par des foules de Syriens criant "Merci à la Russie!" L'emploi du temps de cette visite de travail était très serré – les négociations avec le président al-Assad, le briefing, puis le retour à Moscou. A l'issue de l'entretien, Sergueï Lavrov a déclaré que la rencontre avec al-Assad avait été "opportune et utile." Il a ajouté: "Il existe toutes les raisons de croire que notre signal d'avancer plus activement dans toutes les directions a été entendu." La question est de savoir quelle était la teneur de ce signal.

A la veille de la visite, beaucoup d'analystes russes estimaient que Sergueï Lavrov partait à Damas pour accomplir la mission très délicate de persuader Bachar al-Assad de démissionner de son propre gré et de transmettre le pouvoir à son adjoint, le vice-président Farouk Charaa, autrement dit, d'accepter le plan de règlement politique proposé par la Ligue arabe.

Très probablement, un ultimatum a été fixé à al-Assad – soit mettre en œuvre rapidement les réformes démocratiques annoncées dans le pays en échange du soutien de Moscou, soit quitter volontairement la scène politique. Ce qui a été indirectement confirmé par la déclaration de Sergueï Lavrov pendant le briefing sur la préparation du projet de nouvelle constitution de la Syrie.

"Le président al-Assad a annoncé qu'il rencontrerait prochainement la commission chargée de la préparation du projet de nouvelle constitution. Le travail est achevé, et la date du référendum sur ce document important pour la Syrie sera annoncée prochainement", a déclaré le ministre russe.

On ne trahit pas les siens

Quoi qu'il en soit, la Russie a confirmé qu'elle était prête à entrer en conflit avec l'Occident et la Ligue arabe pour permettre à son seul allié moyen-oriental de rester au pouvoir. La question est de savoir jusqu'où la Russie serait prête à aller et quels seraient ses dividendes politiques.

Rappelons que dans les années 2000, pendant les 8 années de sa présidence, Vladimir Poutine a déclaré à plusieurs reprises que la Russie établirait les relations avec les pays arabes sur une base économique, et non pas idéologique.

Pendant une longue période cette thèse a été mise en pratique. Au milieu des années 2000 la Russie nouait activement des relations avec l'Arabie saoudite et d'autres monarchies pétrolières riches du Golfe. En parallèle, Moscou a signé d'importants contrats d'armement avec l'Algérie et la Libye.

La Syrie ne faisant pas exception. Simplement les échanges commerciaux avec Damas étaient bien inférieurs par rapport aux autres partenaires arabes. Aujourd'hui, alors que la Syrie est devenue une pomme de discorde entre la Russie et le reste du monde arabe (à l'exception de l'Irak et du Liban), Moscou se retrouve face à un dilemme très compliqué.

Ce que la Russie a à perdre et à gagner

La politique est l'art du possible, mais après le début de la guerre civile en Syrie, chose que les diplomates russes préfèrent ne pas remarquer, la marge de manœuvre politique de Moscou et de Damas se réduit comme une peau de chagrin.

Bien sûr, si Bachar al-Assad restait au pouvoir, ce qui est peu probable, la Russie conserverait ce qu'elle possède à l'heure actuelle. Avant tout, il s'agit des contrats économiques et militaires. Moscou pourrait fournir des armes à Damas, mais très probablement ce seraient des fournitures à crédit, comme cela se pratiquait à l'époque soviétique.

Rappelons qu'en 1991, au moment de l'effondrement de l'URSS, la dette syrienne envers l'Union soviétique se chiffrait à 10-13 milliards de dollars, selon les diverses estimations. Récemment, en 2005, cette dette a été effacée en échange des futurs contrats. Selon les évaluations de 2009, les échanges commerciaux entre les deux pays sont inférieurs à 1 milliard de dollars. Très récemment, les pays de l'Union européenne ont adopté des sanctions économiques contre la Syrie, et ils ont l'intention de les renforcer. L'espoir de Damas repose sur trois pays – la Russie, la Chine et l'Iran. Mais ils ne sont pas non plus tout-puissants.

Si le régime de Bachar al-Assad était renversé, la Russie perdrait la Syrie pour longtemps,

indépendamment de son successeur. Toute l'opposition syrienne est dressée contre la Russie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Les islamistes attaquent déjà les ambassades russes au Soudan et en Libye.

Et même si des libéraux pro-occidentaux, soutenus par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, se retrouvaient au pouvoir en Syrie, les contrats économiques seraient certainement transmis aux compagnies occidentales. L'armement russe serait remplacé par des armes américaines et françaises, de la même manière qu'en Egypte près de 40 ans auparavant.

Pour l'instant, la situation évolue selon le scénario le plus défavorable pour la Russie. Le 7 février, en suivant l'exemple de l'Occident, les 6 pays du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis) ont rappelé leurs ambassadeurs en Syrie. Les relations entre la Russie et ces pays se dégradent de jour en jour.

Cela signifie que tous les contrats économiques russes avec les pays du Golfe pourraient être gelés ou rompus à tout moment.

Mais les armes ou les contrats économiques ne sont pas la chose la plus importante. En entrant en conflit à la fois avec les mondes arabe et occidental, la Russie perd l'image internationale d'un Etat démocratique pour laquelle elle a lutté pendant si longtemps.

Les représentants des Etats-Unis, mais également leurs partenaires européens, dont Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, ont vivement critiqué la Russie pour sa position à l'égard de la Syrie.

Une question se pose alors: le jeu syrien en vaut-il la chandelle?

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction [Ria Novosti](#)

Andreï Mourtazine

Jeudi 9 Février 2012

4-3 Bahar Kimyongur : Etranges otages iraniens de l'Armée syrienne libre.

Le 26 janvier 2012, la brigade Farouk, une branche de l'Armée syrienne libre qui combat le gouvernement de Damas, annonçait la capture de mercenaires iraniens. Images à l'appui, le mouvement d'opposition entendait dénoncer le soutien de Téhéran à la répression de Bachar el-Assad.

Pourtant, ces images soulèvent d'étranges questions.

Les mercenaires ressemblent étrangement à des ingénieurs dont on avait déjà annoncé la capture plusieurs semaines auparavant. La brigade Farouk aurait-elle organisé une mise en scène ?

Si oui, dans quel but ? (IGA)A Homs, la brigade Farouk, filiale de l'Armée syrienne libre, d'abord autoproclamée « Mouvement contre l'expansion chiite », annonçait le 21 décembre avoir capturé sept ingénieurs iraniens qui travaillaient à la construction d'une centrale électrique à Jandar dans le sud de Homs.

Dans son numéro du 5 janvier 2012, Paris Match publie une photo dans laquelle on voit quatre otages attachés dans le dos. Ils apparaissent assis sous un drapeau syrien de l'époque du Mandat français, symbole de la rébellion actuelle, et sur lequel est inscrit « Brigade Farouk » en arabe. L'un des otages est debout face au « lieutenant Tlass » de l'Armée syrienne libre (ALS). Ce dernier pose d'un air martial en tendant un passeport ouvert à la page d'identité de son infortuné titulaire.

Le 26 janvier, la brigade Farouk diffuse un communiqué dans lequel elle explique détenir cinq Pasdaran, des Gardiens de la révolution iranienne et deux civils. Le lendemain, Al Jazeera diffuse une vidéo des otages réalisée par la brigade Farouk. On y voit cinq des otages iraniens. A regarder de plus près, on reconnaît aisément trois des otages du groupe des sept ingénieurs capturés le 21 décembre et dont la photo est parue dans Paris Match. Mais l'ALS a fait croire à deux enlèvements séparés.

Elle a également bluffé en exhibant des documents censés être des cartes de soldats d'active alors qu'il s'agit de documents prouvant que les ingénieurs ont accompli leur service militaire, un document que les Iraniens portent souvent sur eux.

Pour accroître le doute, les membres de l'ALS ont poussé la mise en scène jusqu'à revêtir leurs victimes d'uniformes noirs caractéristiques des Gardiens islamique de la révolution iranienne.

Ils ont soigneusement placé un Dragunov, arme de prédilection des snipers, entre les otages pour compléter le décor.

Sous la menace, ces derniers ont déclaré appartenir à une unité chargée de réprimer les manifestants syriens selon des directives de l'Armée de l'air syrienne.

Après avoir exprimé leurs regrets d'avoir tiré sur des femmes et des enfants, ils ont appelé le Guide iranien de la révolution islamique Ali Khamenei à intercéder en leur faveur.

Cette mise en scène propagandescque ne semble choquer aucun média gouvernemental.

La présence en Syrie d'ingénieurs électriques iraniens en vue de suppléer aux besoins énergétiques de ce pays n'a rien d'un scoop, le pays étant exposé à des actes de sabotages à répétition qui plongent des villes entières dans l'angoisse et la pénurie.

On peut à contrario supputer que les otages iraniens ne travaillaient pas que dans le civil.

Après tout, la Syrie et l'Iran sont liés par un partenariat stratégique scellé à Damas en février 2010.

D'autant qu'ils ont face à eux une opposition radicale syrienne instrumentalisée par les alliés des USA dans la région.

En effet, sous l'uniforme de l'ALS, les rois sont nus : pétro-monarques du Conseil de coopération du Golfe (CCG) conduits par le théocrate putschiste qatari Hamad Bin Khalifa al Thani, lui-même flanqué du padichah turc Recep Tayyip Erdogan et du tandem Hariri-Bandar Ben Sultan, pilier de l'axe terroriste libano-saoudien, tous veulent se libérer coûte que coûte de la « menace iranienne ».

Depuis le début du soi-disant « printemps arabe », ces roitelets et non moins pièces maîtresses du Projet Grand Moyen Orient conçu par l'administration Bush et concrétisé par Obama s'adonnent à leur combat favori : la guerre contre l'hérésie chiite et ses avatars politico-confessionnels (Iran, Irak, Hezbollah libanais, alaouites, opposition bahreïnienne etc.).

Tous ces nouveaux apôtres de la démocratie pro-occidentale arrosent de leur pétrodollars, hébergent et entraînent leurs nouvelles légions regroupées dans l'Armée syrienne libre (ALS) dont le discours se sectarise à vue d'œil.

Quant à Idleb, Homs et Deraa, respectivement les lignes de front turques, libano-saoudiennes et jordaniennes de la guerre contre la Syrie et principaux foyers de l'insurrection conservatrice, ils grouillent de salafistes qui, au grand bonheur de Washington et Tel-Aviv, mènent eux aussi leur djihad contre le chiisme.

La « fitna » entretenue par Al Qaida et ses succursales au Liban, en Irak et maintenant en Syrie sur le dos des otages iraniens, nouvelle arme de destruction massive des USA ?

Bahar Kimyongur

30 janvier 2012

<http://www.michelcollon.info/Etranges-otages-iraniens-de-l.html>

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 Silvia Cattori : Une ville plongée dans l'horreur organisée par des groupes armés et non par Damas.

Homs, une ville plongée dans l'horreur organisée par des groupes armés et non par Damas

Le Syrien qui témoigne ici vit à Homs, dans le quartier où a été tué Gilles Jacquier en même temps que huit sympathisants syriens du gouvernement Assad. Les obus tombaient tout autour de son immeuble au moment où nous parlions. Tétanisé par la peur et l'angoisse de la mort qui rôdait, il parlait à voix basse, difficilement.

6 février 2012 |

Thèmes (S.Cattori) : [Rôle des médias](#) [Manipulation de l'opinion](#), [Mensonges d'Etat](#) [Syrie](#)

Nous croyons ce que ce cadre, père de deux enfants, nous a dit avec sobriété. Nous croyons en sa sincérité. Ce qu'il affirme contredit ce qu'affirment les autorités politiques -impliquées dans le conflit- et nos médias, qui persistent à nier la réalité ; à attribuer les destructions et les assassinats aux forces armées syriennes et à affirmer à tort qu'elles torturent des enfants, violent des jeunes filles, tuent intentionnellement des civils.

En opposant leur veto à la résolution proposée par l'Occident et ses alliés arabes des pays du Golfe, la Chine et la Russie viennent de montrer qu'elles ne sont pas dupes de cette colossale désinformation.

Mais, depuis que le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni, ces bandes armées ont redoublé de sauvagerie se sentant de toute évidence fortes du soutien que leur apporte la prétendue « communauté internationale ».

Silvia Cattori : *Dans un article du 4 février, le journaliste de l'AFP, Khaled Soubeih [1], affirme que, selon des militants, « dans la nuit, les forces du régime ont bombardé au mortier et au char plusieurs quartiers rebelles comme Baba Amro, Bab Dreib, Bab Sebaa, Bayada, Wadi Araba, et surtout Khaldiyyé. » Le Conseil national syrien (CNS) fait, lui, état d'au moins 260 morts et de centaines de blessés. Est-ce bien votre point de vue sur ce qui s'est passé dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 février 2012 ?*

Réponse : Ils tirent de tous côtés...ils veulent juste tuer...Leurs tirs ont tué 20 militaires qui se trouvaient dans notre quartier (Hadara)... Ce sont eux qui tirent et nous bombardent. Vous entendez ? Ils lancent des bombes sur notre quartier en ce moment [11h40 du dimanche 5 février] Ils tirent et tuent pour tuer aussi bien des alaouites que des sunnites dont ils contrôlent les quartiers.

Silvia Cattori : *Quand vous dites « ils », « eux » qui désignez-vous ?*

Réponse : Je parle des opposants armés contre Bachar.

Silvia Cattori : *On a vu des images montrant des opposants devant des dizaines de corps recouverts de linceuls blancs que l'on a dit avoir été tués dans le quartier de Khaldiyyé. Alors, selon vous, ce sont les corps de civils et de militaires exécutés par des groupes armés ?*

Réponse : Oui. Ce sont eux qui les ont tués. Parmi ces corps, des gens de notre quartier ont reconnu des personnes qui avaient été kidnappées [2], certaines depuis longtemps. Ils ont enlevé beaucoup de gens. Les enlèvements ont commencé en avril.

Silvia Cattori : *A-t-on reconnu parmi ces corps une personne enlevée que vous connaissiez ? Le ministre des Affaires étrangères françaises, Alain Juppé, a parlé de 100 enfants tués à Homs l'autre jour...*

Réponse : Des parents de mon quartier ont reconnu, parmi ces cadavres, une vingtaine d'hommes qui avaient été kidnappés. Ils portaient des traces de torture. Ils n'ont pu voir tous les corps. Ils n'ont vu ni femmes ni enfants, parmi les cadavres. Ils ont vu les corps d'hommes, de disparus, de parents, présentant pour certains des traces de torture apparemment antérieures à la mort ; ils ont assuré que ces hommes avaient été enlevés auparavant, qu'ils paraissaient avoir été exécutés et non pas tués par des obus.

Silvia Cattori : *Savez-vous combien de personnes ont été enlevées par ces groupes armés depuis avril ?*

Réponse : On ne sait pas exactement...mais beaucoup d'hommes ont disparu. L'un d'eux est mon cousin. Ils l'ont kidnappé il y a 15 jours. On n'a plus eu aucune nouvelle. Il y a des familles ici qui ont eu des fils, des pères ou des oncles kidnappés. On estime à quelques 400 le nombre de personnes enlevées, disparues.

Je connais un autre cas récent. Celui du frère d'une amie. Il est parti en voiture le 24 janvier et on ne l'a plus revu. Sa famille a eu des nouvelles de lui par téléphone il y a 4 jours disant que ses ravisseurs demandent une rançon. La famille est en train de trouver une somme importante ... Il arrive que, une fois trouvé, l'argent se perde en route, car le médiateur se fait tuer...

Silvia Cattori : *Mais, ici, on dit que l'armée viole, torture les enfants...On dira en vous lisant que c'est peut-être l'armée qui kidnappe les gens ?*

Réponse : Tout cela ne reflète pas ce que nous voyons depuis notre côté. Ce sont les opposants armés qui assiègent, qui kidnappent, qui tuent et torturent les enfants dont l'on voit ensuite la photo sur Aljazeera. Ils attribuent leurs crimes à l'armée syrienne. Les destructions, les morts, les blessés que nous avons, ce sont les opposants armés qui en sont responsables.

Silvia Cattori : *Toujours est-il que ce chiffre de 260 civils [3] « dont une centaine d'enfants et de femmes », qui auraient péri sous les obus de l'armée d'Assad dans le faubourg de khalidiya, à Homs, la nuit du vendredi 3 février, ont mis le monde en émoi ; ce qui n'arrange pas les choses. Or, parmi les corps exposés à Khaldiyyé on ne voit ni femmes ni enfants. On voit des jeunes hommes dont les corps portent des traces de tortures. Ils ne paraissent pas avoir été tués sous les décombres, suite à des bombardements. Tout cela confirme ce que vous nous avez dit. Que les tueries sont davantage le fait de groupes armés. Il est important de mettre cela au clair ; car si ce que vous dites - que les corps exposés sont ceux de gens qu'ils ont préalablement enlevés et exécutés - cela incrimine ceux qui, comme Obama et Sarkozy, couvrent les atrocités de ces opposants car ils veulent obtenir le renversement d'Assad coûte que coûte. Y a-t-il des photos des immeubles qu'ils auraient bombardés ?*

Réponse : Oui. Ils ont bombardé Hadara, notre quartier (là où ils ont tué Gilles Jacquier - Nda) vendredi nuit. Les tirs partaient depuis Baba Amro, Bab Dreib, Bab Sebaa, Bayada, Khaldiyyé ...dans tous les sens. Ce n'étaient pas des tirs qui partaient de l'endroit où se trouvaient des forces armées gouvernementales qui sont ici dans notre quartier pour nous protéger. C'est un petit quartier le nôtre.

Silvia Cattori : *Alors, ce qu'ont rapporté des Syriens par téléphone au journaliste de l'AFP n'est pas vrai ?*

Réponse : Non, ce n'est pas vrai. Ils sont lourdement armés. Ils ont pris le contrôle de Baba Amro, Bab Dreïb, Bab Sebaa, Bayada, Khaldiyyé... Ils détruisent, tuent, blessent les gens. Ils bombardent en ce moment... Ce sont eux (les groupes islamistes armés) qui font exploser des bâtiments, qui menacent les gens pas seulement dans notre quartier, partout. Il y a des tirs en ce moment dans plusieurs endroits. Les habitants appellent l'armée à l'aide.

Silvia Cattori : *Avez-vous peur en ce moment ?*

Réponse : Oui, on est effrayés. C'est très dangereux pour nous.

Silvia Cattori : *On peine à comprendre comment ces groupes peuvent « contrôler » la population de quartiers entiers de la ville de Homs ?*

Réponse : Ils sont entrés dans les quartiers ; ils s'y sont installés par la terreur ; ils maintiennent les habitants sous la menace ; ils les obligent à collaborer pour les protéger ; ils les obligent à fermer leurs échoppes, les écoles.

Silvia Cattori : *Qu'est-ce qui est le plus difficile pour vous qui êtes exposés à leurs tirs ?*

Réponse : On ne peut pas sortir, on ne peut pas voir d'autres gens, on vit dans la crainte permanente qu'une bombe nous touche, nous tue. Nous ne vivons pas en sécurité... Je ne peux pas aller à mon travail ; il y a sans cesse des bombardements dehors ; ils nous tuent dès que l'on sort ; la maison de mon voisin a été détruite...

Silvia Cattori : *Depuis quand la situation est-elle devenue à ce point intenable ?*

Réponse : Depuis deux jours cela est allé de pire en pire. Mais les choses se sont aggravées depuis sept jours.

Silvia Cattori : *Avez-vous l'impression que l'administration d'el-Assad ne fait pas ce qu'il faut pour vous protéger ?*

Réponse : Ils font de leur mieux dans un contexte très difficile.

Silvia Cattori : *Les journalistes des médias traditionnels parlent de manifestants pacifiques, d'une révolution qui promet la démocratie...*

Réponse : Non, il n'y a pas de manifestations pacifiques de leur côté. Toutes leurs manifestations sont violentes, sont des incitations à la violence.

Silvia Cattori : *Ce que vous dites atteste que ce que les politiques et les médias qualifient chez nous de « militants pro-démocratie » sont en réalité des groupes armés qui terrorisent la population. C'est tout de même une douloureuse équation. Que ressentez-vous quand vous entendez MM. Alain Juppé et Gérard Araud, l'ambassadeur de France à l'ONU, donner raison à ces opposants armés qui vous tuent, vous kidnappent et tuent les soldats qui, avec la meilleure volonté, n'arrivent pas à vous protéger ?*

Réponse : Ce que je ressens ? De la tristesse. Je suis très triste pour mon pays, mon peuple... je ne cesse de me demander pourquoi ils mentent... Nous sommes ici face à l'inconnu... Je remercie la Russie et la Chine pour avoir opposé leur veto au Conseil de sécurité. Car si eux aussi laissent faire ce que veulent d'autres pays, ce qui est arrivé en Libye arrivera ici en pire...

J'aimerais dire aux journalistes et aux responsables politiques que par leurs mensonges, par leur biais en faveur des opposants armés qui nous terrorisent, ils détruisent l'esprit, et surtout l'âme de notre jeunesse.

Silvia Cattori : *Nous vous remercions d'avoir accepté de nous répondre. Nous allons faire de notre mieux pour faire connaître votre témoignage.*

Atterrée par ce que nous venions d'entendre, nous avons posé le téléphone tout en sachant que nos politiciens et nos médias ne voudront pas l'entendre [4]. (5 février 2012)

Post scriptum

Ce matin, 6 février, alors que nous nous apprêtions à publier ce témoignage, en entendant dire sur *France Culture* que l'armée syrienne pilonnait sans discontinuer depuis samedi les opposants, et l'invité du matin, Salam Kawabiki, opposant syrien résidant à Paris, se plaint que « *malheureusement les médias du régime (sont) relayés par des sites d'extrême droite français...* » [5], nous avons dressé l'oreille. Salam Kawabiki parlait de plus de 400 morts du côté des opposants dans la nuit de vendredi. Opposants qu'il présente comme étant totalement pacifiques, manifestant en chantant, comme les membres d'une révolution qui a « *développé un humour syrien* ».

Nous ne l'avons pas cru. Tout ce qu'il disait transpirait la propagande, ne cadrant aucunement avec ce que, depuis des mois, nos contacts à Homs, terrorisés par les opposants armés, disent et répètent. Nous les avons rappelés pour leur demander qui les pilonnait aujourd'hui. Il nous ont dit : « *Aujourd'hui les groupes armés ont attaqué le centre de communication ; ils ont fait exploser des immeubles dans le quartier d'al-Nazihin et le quartier al-Inchaat ; ils ont menacé de faire sauter d'autres immeubles dans d'autres quartiers ; sur les toitures des pneus brûlent [6] ; les habitants appellent l'aide de l'armée* ».

Silvia Cattori

Pour des raisons de protection nous n'indiquons pas le nom de nos correspondants.

Cet entretien n'aurait pas pu être réalisé sans le précieux soutien de Rim, une jeune Syrienne.

[1] « Syrie : choc et horreur dans la ville dévastée de Homs », par Khaled Soubeih, (AFP) 4 février 2012.

[2] Mgr Jean-Clément Jeanbart dit lui aussi que « *des gens sont tués en plein jour, kidnappés par des gangsters, qui demandent des rançons élevées* » Voir :

<http://www.silviacattori.net/article2780.html>

[3] Le correspondant de la BBC en Arabe qui se trouvait à Homs du côté des rebelles estime lui à 50 le nombre des tués (et non pas 260), tout en précisant que, dans le chaos actuel, il est difficile de compter.

[4] Voir : « [Les Syriens sont une majorité à soutenir le président Assad, mais ce n'est pas des médias occidentaux que vous pourriez l'apprendre](#) », par Jonathan Steele, *The Guardian*, 17 janvier 2012.

[5] Il y a de nombreux sites d'information en France, de sensibilités politiques diverses, qui publient des auteurs sérieux et sans biais, (traduisent également des auteurs étrangers comme MAHDI DARIUS NAZEMROAYA, BILL VAN AUKEN, PEPE ESCOBAR, JEREMY SALT, JONATHAN STEELE, etc), infiniment plus crédibles, au sujet de ce qui se passe au Moyen et au Proche Orient, que les journalistes Christophe Ayad ou Georges Malbrunot, publiés par Le Monde et Le Figaro

[6] Il y a deux jours, sur *Facebook*, de prétendus « *révolutionnaires démocrates épris de liberté* » ont appelé à mettre le feu à des pneus sur les toitures

<http://www.silviacattori.net/article2787.htmlHoms>,

5-2 [Mondialisation.ca](#) et Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

Des troupes spéciales déployées partout sur la planète

Selon le [Stars and Stripes](#), un média du département de la Défense des États-Unis, le Pentagone se prépare à déployer des troupes d'opérations spéciales dans le monde entier au moment où l'on diminue le nombre d'opérations militaires traditionnelles.

L'initiative est présentée comme un moyen de réduire les frais.

Grâce à cette nouvelle stratégie, les États-Unis remplacent les opérations de théâtre à grande échelle par des opérations militaires clandestines, rentables et de moindre envergure. Cela aboutit inévitablement à la violation de la souveraineté nationale du pays ciblé.

Le chef étasunien du commandement des opérations spéciales, l'amiral Bill McRaven, qui a mené le raid contre ben Laden au Pakistan, a proposé que les troupes quittant les zones de guerre en Irak et en Afghanistan soient redéployées dans des zones « quelque peu négligées durant la décennie centrée sur Al-Qaïda ».

Cela se ferait dans le but de faciliter le lancement de raids par les Forces Spéciales, comme celui qui aurait tué ben Laden, une opération clandestine ayant violé la souveraineté pakistanaise.

[Selon AP](#), le déploiement de commandos « plus près de nouvelles zones de crise remplacera les invasions terrestres comme celles de l'Irak et de l'Afghanistan [...] par des raids d'opérations spéciales laissant peu de traces, ou mieux encore, des raids effectués par des forces locales amies entraînées par les États-Unis, les aidant à combattre, côte à côte, des ennemis mutuels ».

Ces troupes pourraient effectuer des raids, ou seraient probablement davantage appelées à travailler avec des alliés locaux pour leur apprendre à cibler des ennemis régionaux ainsi qu'à promouvoir des relations à long terme, entre soldats, pouvant aider à désamorcer une crise ou un coup éventuels. (Kimberly Dozier, [Special operations expanding as wars recede](#), Associated Press, 27 janvier 2012)

Cela aidera « à désamorcer une crise ou un coup éventuels » ou à les fomenter?

Le but, selon un représentant de la Défense, est d'« augmenter la coopération avec les armées étrangères, de travailler avec elles pour vaincre les menaces locales au lieu de faire porter le poids de ces combats aux États-Unis ».

AP rapporte par ailleurs que « le financement pour les opérations spéciales et la recherche de renseignements augmenteront, puisqu'ils sont tous deux des moyens privilégiés par l'administration Obama pour affronter de nombreuses menaces mondiales après une décennie d'invasions terrestres coûteuses en Irak et en Afghanistan.

Cela signifie essentiellement que l'armée des États-Unis entre dans la clandestinité. Au niveau planétaire.

AP mentionne également que « les commandements des opérations spéciales à l'étranger pourraient aussi servir de cadre pour une coopération accrue entre les agences étasuniennes, fusionnant non seulement les alliés régionaux mais également des agences comme la CIA, le FBI et la Drug Enforcement Administration ».

Julie Lévesque (*Jule Lévesque a collaboré à ce reportage.*)

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca),

Le 2 février 2012

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=MON20120201&articleId=29028>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19